



Canada



Ministry of Foreign Affairs

INSTITUTIONNALISER UNE ADAPTATION CLIMATIQUE ÉQUITABLE ET MENÉE LOCALEMENT: POURQUOI LE SÉNÉGAL A BESOIN D'UN NATIONAL POLITIQUE D'EXTENSION AGRICOLE

African Technology Policy Studies Network (ATPS)
TECHNOPOLICY BRIEF NO. 104

Nicholas Ozor
Joel Nwakaire
Laure Tall
Alfred Nyambane
Chidi Magnus
Michael Madukwe
Calvince Ngaji
Djibril Diallo





Institutionnaliser une adaptation climatique équitable et menée localement : pourquoi le Sénégal a besoin d'un national Politique d'extension agricole

Nicholas Ozor

Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS)

Joel Nwakaire

Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS)

Laure Tall

Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), Senegal

Alfred Nyambane

Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS)

Chidi Magnus

Institut de développement économique vert d'Afrique de l'Ouest (WAGEDI),
Nigeria **Michael Madukwe**

Coordinateur national du chapitre ATPS, Nigeria

Calvince Ngaji

Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS)

Djibril Diallo

Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), Senegal



Canada



Ministry of Foreign Affairs

Le Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS) est un réseau transdisciplinaire de chercheurs, de décideurs politiques, d'acteurs du secteur privé et de la société civile qui promeut la génération, la diffusion, l'utilisation et la maîtrise des sciences, technologies et innovations (STI) pour le développement africain, la durabilité environnementale et l'inclusion mondiale. En collaboration avec des institutions partageant les mêmes idées, ATPS offre des plateformes de recherche régionale et internationale ainsi que pour le partage des connaissances afin de renforcer les capacités de l'Afrique en matière de recherche, d'élaboration de politiques et de mise en œuvre pour le développement durable.



Publié par le Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS)
Boîte postale 10081, 00100- GPO,
Nairobi, Kenya.

©2026

ISBN : 978-9966-124-05-0

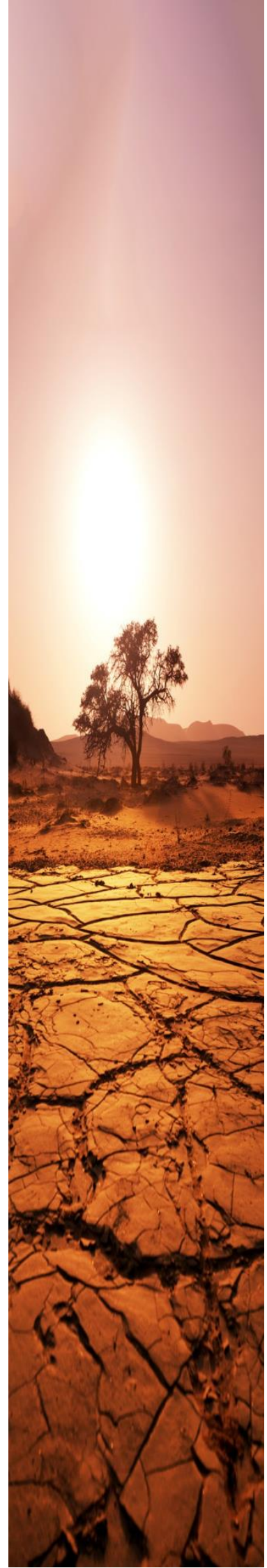


Table des matières

À propos du projet SCALE.	iv
À propos du Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS).v	
Remerciement	vi
Messages clés.....	vii
1. Introduction.....	1
2. Justification du renforcement du système d'extension à soutenir LLA.....	2
3. Méthodologie	5
4. Principales conclusions.....	7
5. Conclusion	9
6. Recommandations de politique.....	10
Références.....	12
Série de Nd'information sur les politiques technologiques de l'ATPS ¹⁴	

À propos du projet SCALE

Le projet Renforcement de la capacité du système d'extension à utiliser des connaissances et technologies éprouvées pour soutenir une adaptation équitable dirigée localement entre petits exploitants (SCALE) est une initiative phare du Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS), financé par le Centre international de recherches pour le développement (IDRC). De 2023 à 2027, le projet œuvre à travers le Sénégal et le Nigeria pour renforcer les systèmes de prolongation agricole en tant que courtiers de connaissances efficaces — capables de transmettre des technologies, pratiques et innovations résilientes au climat aux petits agriculteurs les plus exposés aux effets négatifs du changement climatique. Au fond, SCALE cherche à combler l'écart persistant entre ce que la science du climat connaît et ce que les communautés rurales peuvent accéder, utiliser et dont ils peuvent bénéficier.

Le projet fonctionne à travers un ensemble d'activités intégrées qui cartographient le paysage des acteurs de la vulgarisation, évaluent les besoins en capacité, documentent et mettent à l'échelle les pratiques éprouvées d'adaptation locale (LLA) et d'adaptation écosystémique (EbA), et co-développent des programmes de formation ciblés avec et pour les communautés. Au cœur de l'approche SCALE se trouve un engagement envers l'égalité des sexes et l'inclusion sociale (GESI), reconnaissant que l'adaptation équitable n'est possible que lorsque les femmes, les jeunes et autres groupes marginalisés ne sont pas seulement atteints par les services, mais sont habilités à les façonner. Le projet contribue également au développement d'un Environnement Collaboratif Interactif (ICE) — une plateforme numérique conçue pour faciliter l'échange de connaissances, l'apprentissage entre pairs et le dialogue politique aux niveaux national et régional. Ce dossier de politique s'appuie spécifiquement sur les résultats diagnostiques de SCALE provenant de la région Saint-Louis au Sénégal.

À propos du Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS)

Le Réseau africain d'études sur la politique technologique (ATPS) est un réseau transdisciplinaire de chercheurs, décideurs politiques, acteurs du secteur privé et acteurs de la société civile qui promeuvent la génération, la diffusion, l'utilisation et la maîtrise de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) pour le développement africain, la durabilité environnementale et l'inclusion mondiale. L'ATPS compte plus de 5 000 membres et 5 000 parties prenantes réparties dans plus de 51 pays sur 5 continents, avec des partenariats institutionnels dans le monde entier. Nous mettons en œuvre nos programmes par l'intermédiaire de membres de sections nationales établies dans 33 pays (29 en Afrique et 4 sections de la diaspora en Australie, aux États-Unis, en Suisse et au Royaume-Uni). En collaboration avec des institutions partageant les mêmes idées, l'ATPS offre des plateformes pour la recherche régionale et internationale ainsi que le partage des connaissances afin de renforcer les capacités de l'Afrique en matière de recherche, d'élaboration de politiques et de mise en œuvre pour le développement durable.

Remerciement

Les auteurs reconnaissent avec gratitude l'esprit de collaboration qui a rendu ce travail possible. La mise en œuvre de l'étude diagnostique SCALE au Sénégal a été réalisée en étroite collaboration entre le coordinateur national du chapitre ATPS Sénégal et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), dont la connaissance contextuelle approfondie et l'accès sur le terrain ont été inestimables. Le coordinateur national du chapitre nigérian ATPS et l'Institut de développement économique vert d'Afrique de l'Ouest (WAGED) ont également contribué au cadre plus large du projet. Ce travail a été rendu possible grâce au généreux soutien financier du Centre international de recherches pour le développement (IDRC) et du gouvernement des Pays-Bas via l'initiative STEP Change. Par-dessus tout, les auteurs expriment leur sincère gratitude aux petits agriculteurs, agents de vulgarisation, chercheurs et acteurs communautaires de la région Saint-Louis au Sénégal, dont la volonté de partager leurs connaissances, expériences et aspirations constitue la base vivante de ce résumé politique .

Messages clés

- Les ambitions d'adaptation du Sénégal sont minées par un système de vulgarisation agricole fragmenté et sous-financé, limitant la fourniture constante et équitable de connaissances et services résilients au climat aux petits exploitants.
- De profondes inégalités structurelles — en particulier en matière d'accès à la terre, de voix et de soutien consultatif — continuent d'exclure les femmes et les jeunes, limitant leur capacité à diriger et à bénéficier des efforts d'adaptation menés localement.
- Des pratiques d'adaptation locales et basées sur les écosystèmes existent mais restent sous-dimensionnées, en raison d'une faible coordination, d'une capacité technique limitée en GESI et compétences numériques, et d'un déficit persistant en matière de financement climatique au niveau local.
- Une politique nationale de prolongation agricole légalement soutenue est essentielle pour institutionnaliser la coordination, intégrer les compétences en matière de genre et de risque climatique dans les services de conseil, et garantir un financement décentralisé et durable pour une adaptation climatique équitable et menée localement.

1. Introduction

L'agriculture est le pouls de l'économie rurale du Sénégal. Elle emploie environ 30 % de la main-d'œuvre nationale, contribue à environ 16 % du PIB et soutient la sécurité alimentaire ainsi que les moyens de subsistance quotidiens de millions de familles qui cultivent la terre depuis des générations. Pourtant, ce secteur fondamental est de plus en plus assiégé. Dans la vallée du fleuve Sénégal — l'une des zones agricoles les plus productives mais aussi les plus vulnérables du pays — la hausse des températures, les précipitations imprévisibles, les sécheresses prolongées et les inondations dévastatrices aggravent la dégradation des sols, réduisent la disponibilité en eau et érodent les rendements du millet, du riz, des arachides et du sorgho. Avec une pauvreté rurale déjà supérieure à 57 %, chaque saison échouée se traduit directement par la faim, la dette et la migration — des pressions ressenties particulièrement par les jeunes.

La réponse du Sénégal à ce défi repose en grande partie sur la performance de son Système d'extension agricole (AES) — le réseau d'agents, d'institutions et de services conçu pour connecter les petits exploitants aux connaissances, technologies et soutien dont ils ont besoin pour s'adapter et prospérer. Les cadres politiques nationaux, y compris le Plan national d'adaptation (PNA) et la Loi d'orientation sur le développement agro-sylvo-pastoral (LOASP), reconnaissent officiellement ce rôle. Les preuves empiriques le confirment : des recherches systématiques en Afrique subsaharienne montrent systématiquement que l'accès fonctionnel aux services de vulgarisation peut multiplier par deux à trois la probabilité d'adoption d'une agriculture adaptée au climat, tandis que la tenure foncière précaire et le sous-financement chronique réduisent fortement l'adoption (Mnukwa et al., 2025 ; Belay et al., 2022).

La réalité sur le terrain, cependant, raconte une histoire plus troublante. Les femmes représentent environ 70 % de la main-d'œuvre agricole sénégalaise — gérant souvent la production alimentaire domestique sur des parcelles d'une superficie moyenne de seulement 0,05 à 0,25 hectare — mais elles restent largement exclues des services de conseil formels et des droits fonciers. Les jeunes, qui représentent l'avenir du Sénégal rural, sont la démographie la moins engagée par les agents de vulgarisation. Dans l'ensemble du système, des mandats institutionnels fragmentés, une coordination inter-agences faible et des écarts aigus de compétences — notamment dans les approches sensibles au genre et les technologies numériques — produisent un système d'extension qui échoue trop souvent aux personnes mêmes qu'il est censé servir.

2. Justification du renforcement du système d'extension pour supporter la LLA

Le système d'extension agricole du Sénégal ne manque pas de personnes dévouées — il manque d'une architecture unificatrice. L'absence d'une politique nationale d'extension agricole a laissé le système structurellement exposé : les acteurs travaillent en parallèle plutôt que de concert, les ressources sont épuisées, et les agriculteurs les plus vulnérables continuent de recevoir le moins de soutien. Une politique nationale dédiée ne créerait pas de nouvelle bureaucratie ; Elle fournirait la colonne vertébrale juridique qui transforme une bonne volonté fragmentée en une action soutenue et coordonnée. Trois échecs interconnectés rendent cette thèse convaincante.

2.1 Un système sans centre : fragmentation et dérive institutionnelle

Parcourez le paysage de l'extension sénégalaise et le problème devient immédiatement visible. De multiples acteurs — agences publiques, ONG, organisations de la société civile, projets financés par des donateurs — travaillent tous vers des objectifs globalement similaires, mais rarement ensemble. Le chevauchement géographique est fréquent ; L'alignement stratégique ne l'est pas. Le résultat est un système où les communautés peuvent recevoir des messages concurrents de différents prestataires, tandis que d'autres ne reçoivent rien du tout. Pendant ce temps, le pont essentiel entre la recherche agricole et les services destinés aux agriculteurs reste faible, et les innovations testées localement peinent à dépasser les communautés où elles sont nées.

À la base de cette fragmentation se cache un déficit chronique de volonté politique et d'investissement public. L'adaptation et l'extension ont longtemps été considérées comme des questions techniques plutôt que comme des priorités nationales, laissant le système d'extension sénégalais disproportionné dépendant des cycles à court terme des donateurs internationaux. Lorsque les projets prennent fin, l'élan s'arrête aussi — et les agriculteurs doivent gérer seuls. Une revue systématique de la mise en œuvre des politiques climatiques dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest confirme que ce schéma est régional : l'agriculture figure dans presque toutes les politiques nationales, pourtant les progrès réels sont constamment bloqués par des institutions sous-financées, des organisations agricoles faibles et un vide informationnel au niveau local (Sorgho et al., 2020). Une politique nationale d'extension formalisée donnerait au gouvernement un instrument juridique pour définir des mandats clairs pour les prestataires publics, privés et de la société civile ; la coordination des mandats entre les plans de développement NAP, LOASP, SNEEG et locaux ; et institutionnaliserait le pipeline de la recherche à la pratique qui est actuellement laissé au hasard.

2.2 L'inégalité sous la surface : déficits du GESI et écarts de capacité

Peut-être que l'échec le plus important de l'architecture d'extension actuelle du Sénégal est ce qu'elle fait — et ne le fait pas — pour les femmes et les jeunes. Les données du projet SCALE révèlent que les femmes de la région de Saint-Louis cultivent en moyenne des parcelles d'environ 0,23 hectare sous une grave insécurité foncière, et que les jeunes de moins de 27 ans constituent le groupe d'acteurs le moins susceptible d'être réellement impliqué par les conseillers agricoles. Ce ne sont pas des préoccupations secondaires ; elles représentent une exclusion structurelle qui sape l'équité et l'efficacité de l'ensemble de l'agenda d'adaptation. Les recherches à travers le continent confirment ce schéma : les agricultrices ont systématiquement des parcelles plus petites, moins d'opportunités de crédit et un accès moindre à la formation, faisant de la conception et de la prestation des services de vulgarisation un facteur déterminant principal pour déterminer si l'écart d'adaptation entre les sexes se réduit ou s'élargit (Awoke et al., 2025 ; Nuhu G Matsui, 2022 ; Acheampong et al., 2023).

Ce qui rend cela particulièrement inquiétant, c'est que les agents d'extension eux-mêmes ne sont pas équipés pour aborder ces dynamiques. Les données SCALE enregistrent un score moyen de compétence GESI de seulement 2,67 sur 5 chez les agents de la zone d'étude — un résultat qui parle moins des échecs individuels que d'un système qui n'a jamais fait de la pratique sensible au genre une exigence professionnelle. Une politique nationale de prolongation changerait cela en rendant l'intégration du GESI obligatoire à travers les mandats et budgets ; en l'intégrant comme compétence centrale dans la formation pré-service et en cours d'emploi ; en exigeant une planification et un suivi désagrégés par sexe et par âge ; et en reconnaissant formellement les coopératives de femmes et les réseaux de jeunes comme canaux stratégiques de mise en place pour le renforcement des capacités à grande échelle.

2.3 La finance comme dernier obstacle : combler l'écart d'investissement climatique Même

Le système d'extension le plus compétent et le mieux coordonné ne peut fonctionner sans ressources. Pourtant, le paysage local du financement climatique au Sénégal est, à aucun égard, insuffisant. Les données SCALE montrent que seulement 56 % des petits exploitants déclarent avoir accès à des ressources financières pour l'adaptation climatique — et parmi les agents d'extension prolongationniste, ce chiffre tombe à un score spectaculaire de 16,67 %. Les obstacles sont bien documentés et profondément frustrants pour les organisations locales : les procédures de candidature sont complexes, les cycles de projet sont bien trop courts (souvent plafonnés à 18 mois), et la capacité technique pour formuler des propositions de projets compétitives est chroniquement limitée au niveau local.

Les implications pour une adaptation menée localement sont directes et sérieuses. Les preuves montrent de manière constante que la LLA ne produit des résultats véritablement transformateurs que lorsque les acteurs locaux ont un véritable contrôle à la fois sur les ressources et les décisions qui les façonnent — et lorsque l'équité de genre n'est pas une aspiration déclarée mais une exigence inhérente au programme (Tye et al., 2023 ; Shackleton et al., 2025). Une politique nationale d'extension agricole doit donc faire plus que faciliter le transfert de connaissances : elle doit établir des lignes budgétaires publiques claires pour une extension adaptée au climat, créer des canaux de financement décentralisés accessibles aux communes et organisations de producteurs, et investir dans la capacité de rédaction de propositions et de gestion financière dont les acteurs locaux ont besoin pour mobiliser les ressources et maintenir l'impact au-delà du cycle des projets

3. Méthodologie

3.1 Conception de l'étude

L'étude a utilisé un design de méthodes mixtes parallèles convergentes, combinant enquêtes quantitatives et enquête qualitative afin de générer une compréhension riche et à plusieurs niveaux du système d'extension agricole du Sénégal et de sa capacité à une adaptation climatique équitable. Les enquêtes structurées ont fourni des données mesurables et comparables sur les niveaux de connaissances, l'accès aux ressources et la satisfaction des parties prenantes, tandis que les entretiens avec des informateurs clés (KII) et les discussions en groupes de discussion (FGD) ont capturé des nuances contextuelles, des perspectives institutionnelles et des réalités communautaires que les chiffres seuls ne peuvent transmettre. L'étude a été menée par le coordinateur national du chapitre ATPS Sénégal en partenariat avec l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), garantissant une forte expertise locale, une crédibilité institutionnelle et une connaissance approfondie du contexte de l'étude.

3.2 Collecte et analyse des données

L'étude a été menée dans le département de Podor, dans la région Saint-Louis au Sénégal — une zone en première ligne de la variabilité climatique, où les communautés agricoles doivent naviguer sous les pressions croissantes des précipitations erratiques, de la dégradation des terres et de la rareté des ressources. La stratégie d'échantillonnage a délibérément priorisé la diversité selon les genres et les âges, ciblant les deux plus grandes organisations de producteurs opérant dans la région : Ujak et Union de Galoya. Au total, 76 personnes ont participé dans les quatre catégories d'acteurs décrites dans le Tableau 1 ci-dessous.

Catégorie des parties prenantes	Taille de l'échantillon	Méthode	Focus
Petits exploitants agricoles	50	Enquête	Écarts de capacité, pratiques LLA et impact du changement climatique
Agents d'extension	12	Survey / KII / FGD	Compétences en Knowledge G, lacunes en ressources, défis de diffusion
Chercheurs	6	Survey / KII / FGD	Axes de la recherche, collaboration et défis de financement
Autres parties prenantes	11	KII / FGD	Environnement politique, financement climatique, intégration du GESI

3.3 Collecte de données

Les données ont été collectées selon différentes méthodes. Des questionnaires structurés ont été utilisés pour recueillir des informations quantitatives sur la démographie, le niveau de connaissances, la disponibilité des ressources et la satisfaction envers les services, les données des agriculteurs étant désagrégées par genre et âge afin de soutenir une analyse axée sur l'équité.

Les entretiens avec les informateurs clés (KII) ont été menés sous forme d'engagements approfondis et semi-structurés avec des parties prenantes sélectionnées de tous les groupes, permettant de recueillir les perspectives institutionnelles, d'identifier les obstacles systémiques et de formuler des recommandations de réforme.

Des groupes de discussion (MGF) ont été organisés avec des groupes homogènes sélectionnés de manière intentionnelle, incluant des cohortes réservées aux femmes et aux jeunes seulement, afin d'obtenir des résultats Perspectives diverses et contextuel Réflexions que mai non être capturé À travers des entretiens individuels. Un audit documentaire a également été réalisé par une revue systématique des rapports existants, des dossiers de projet et des observations de terrain afin d'identifier, valider et cataloguer les connaissances et technologies établies en LLA et EbA actuellement en usage.

3.4 Analyse des données

Les données quantitatives ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives — incluant fréquences, pourcentages, moyennes et écarts-types — et, lorsque cela était approprié, des tests d'indépendance du Chi-carré ont été appliqués pour examiner l'influence de variables telles que le genre et la localisation sur l'acquisition des connaissances et l'accès aux ressources. Les données qualitatives issues des KIIs et des FGD ont été soumises à des thèmes thématiques avec des résultats organisés autour des principaux domaines de défi et structurés pour compléter et approfondir les preuves quantitatives. Tout au long de cette période, l'équipe de recherche a strictement respecté les principes éthiques de consentement éclairé, de confidentialité et de respect culturel.

4. Principales découvertes

4.1 Un paysage politique fragmenté

La conclusion la plus structurellement conséquente de l'étude est l'absence d'une politique nationale unificatrice de l'extension — un fossé qui conduit à une cascade d'échecs institutionnels avec des conséquences directes sur l'adaptation climatique au niveau local. En l'absence de mandats juridiques clairs, plusieurs acteurs poursuivent des agendas qui se chevauchent sur les mêmes territoires sans mécanismes de coordination ni responsabilité partagée. Les liens entre la recherche et la pratique sont faibles, laissant les connaissances d'adaptation localement validées sous-documentées et peu diffusées. Le sous-financement persistant renforce la dépendance des donateurs, introduisant la logique de projet à court terme dans un défi qui exige un engagement générationnel soutenu. L'effet cumulatif est un système structurellement incapable de fournir des services de conseil cohérents, équitables et techniquement solides — quelle que soit la qualité des personnes qui y participent.

4.2 Lacunes de capacité et documentation de LLA éprouvée

Dans ce contexte institutionnel, l'étude a révélé un corpus véritablement encourageant de pratiques d'adaptation locales, basées sur les écosystèmes, déjà intégrées dans les communautés agricoles. Les pratiques documentées incluent le Système d'Intensification du Riz (SRI), la rotation des légumineuses, la fertilisation organique par compost et fumier, la construction de digues et de lignes de contour, ainsi que le paillis — qui ont tous démontré leur efficacité pour améliorer les rendements et la santé des sols sous stress climatique. Ce ne sont pas des innovations théoriques ; Ce sont des connaissances vivantes, développées et affinées par des agriculteurs naviguant dans des conditions réelles.

Les agriculteurs sont cependant clairs sur la manière dont ils veulent apprendre. Les démonstrations sur le terrain ont obtenu le score de préférence le plus élevé de 4,88 sur 5, suivies de près par les écoles agricoles avec 4,86 — un signal retentissant que les environnements d'apprentissage pratiques, participatifs et basés sur le lieu sont le modèle de prestation de choix. Cette constatation a des implications directes pour la conception d'extensions : les approches numériques et à distance, aussi économiques soient-elles, ne remplaceront probablement pas l'apprentissage pratique lorsqu'il s'agit de développer une véritable capacité adaptative.

4.3 Le déficit en actions dans la finance et la voix

Ces chiffres sont plus que des statistiques — ils mesurent à quel point le système est en deçà des communautés qu'il sert. L'écart de financement est aggravé par des barrières structurelles qui désavantagent de manière disproportionnée les acteurs locaux : procédures administratives longues, cycles de projets plafonnés à 18 mois, et une situation chronique

pénurie de capacités dans la formulation de projets et la gestion financière parmi les organisations agricoles et les groupes de la société civile. Pour les femmes et les jeunes, le tableau est encore plus sombre. Le genre a été reconnu comme un facteur déterminant important pour savoir si la voix d'un agriculteur est entendue par un agent conseiller, et les jeunes — le groupe démographique le plus en jeu dans l'adaptation à long terme — restent les moins impliqués de tous. Ce ne sont pas des préoccupations périphériques à traiter par des campagnes de sensibilisation ; ce sont des exclusions structurelles intégrées dans l'architecture actuelle du système d'extension, et elles exigent des solutions structurelles.

5. Conclusion

Les petites communautés agricoles du Sénégal ne sont pas sans pouvoir ni savoir. L'étude a révélé des personnes dynamiques et ingénieuses qui s'adaptent depuis des années à la variabilité climatique — développant et appliquant des pratiques locales avec un impact réel. Ce qui leur manque, ce n'est pas la volonté d'adapter, mais l'architecture institutionnelle qui donnerait à leurs efforts la cohérence, la portée et les ressources nécessaires pour évoluer. Le diagnostic SCALE révèle un système à la croisée des chemins : pris entre une richesse de connaissances locales et une pauvreté de soutien institutionnel ; entre des cadres politiques nationaux ambitieux et un échec chronique de la mise en œuvre coordonnée ; entre la rhétorique de l'inclusion de genre et la réalité de la marginalisation des femmes et des jeunes par rapport aux services de conseil.

La voie à suivre ne nécessite pas de réinventer ce qui existe déjà. Cela exige la volonté politique de formaliser, financer et connecter ce qui fonctionne déjà — et pour nommer, honnêtement, les barrières structurelles qui se dressent sur leur chemin. Une politique nationale de vulgarisation agricole pour le Sénégal ferait exactement cela : donner au système d'extension une identité juridique, un mandat de coordination, une colonne GESI et un foyer financier. Sans cela, les ambitions d'adaptation du Sénégal continueront d'être servies par un patchwork de bonnes volontés et de cycles de donateurs — et les agriculteurs qui en ont le plus besoin continueront de recevoir le moins.

Appel à l'action : Les décideurs, les partenaires de développement et les dirigeants de la société civile doivent désormais passer du diagnostic à la conception. Les preuves sont claires, le besoin est urgent, et la fenêtre pour une action décisive se rétrécit. Renforcer le mandat légal du système d'extension, coordonner ses acteurs institutionnels, investir dans la capacité de ses populations et décentraliser le financement climatique dont les communautés locales ont besoin — ce ne sont pas des objectifs ambitieux. Ce sont les exigences minimales pour un avenir d'adaptation juste et durable pour le Sénégal rural.

6. Recommandations politiques

Les recommandations suivantes reposent sur des preuves empiriques provenant de la région Saint-Louis au Sénégal et sont structurées pour répondre aux obstacles systémiques identifiés dans ce mémoire. Ensemble, ils constituent un programme de réformes cohérent pour le gouvernement du Sénégal et ses partenaires.

Recommandation 1 : Adopter une politique nationale de vulgarisation agricole :
La législation est la base. Sans cela, la coordination reste volontaire, l'intégration du GESI reste optionnelle, et le financement reste imprévisible.

Le gouvernement du Sénégal devrait élaborer et adopter une politique nationale de prolongation agricole dédiée qui définisse légalement les rôles et responsabilités de tous les fournisseurs de services agricoles — publics, privés et de la société civile. La politique doit imposer une coordination multipartite entre les plans de développement NAP, LOASP, SNEEG et locaux, et institutionnaliser les liens formels entre les instituts de recherche agricole et les services de conseil de première ligne afin de garantir que les connaissances locales validées sur l'adaptation atteignent les agriculteurs de manière systématique et à grande échelle.

Recommandation 2: Établir Multipartite Plateformes de coordination pour l'EbA Mise à l'échelle :
Des pratiques d'adaptation éprouvées existent dans les communautés ; Ce qui manque, c'est un système structuré pour les valider, les partager et les faire évoluer.

Le gouvernement devrait établir et financer adéquatement des plateformes permanentes de consultation multipartite — un modèle qui réunit régulièrement et de manière structurée des agents de vulgarisation, des chercheurs, des ONG, des organisations de producteurs et des gouvernements locaux. Ces plateformes devraient servir de foyer institutionnel pour la co-conception et la mise à jour de la stratégie EbA du Sénégal, afin de garantir que les connaissances générées sur le terrain informent la politique nationale, et que la politique nationale soit traduite en un soutien consultatif pratique et contextuel. Une augmentation significative des allocations logistiques et financières aux services d'extension est également nécessaire pour permettre les visites régulières sur le terrain, les écoles de terrain et les démonstrations agricoles que les communautés ont identifiées comme leurs formats d'apprentissage les plus valorisés.

Recommandation 3 : Décentraliser et simplifier le financement climatique pour les acteurs locaux :

Les communautés locales ne peuvent pas mener l'adaptation si elles ne peuvent pas accéder aux ressources nécessaires pour la maintenir. La réforme financière n'est pas optionnelle — elle est structurelle.

Le gouvernement, en collaboration avec les partenaires de développement, devrait établir des lignes budgétaires publiques dédiées et prévisibles pour une extension adaptée au climat — y compris des fonds décentralisés accessibles directement par les communes et les organisations de producteurs . Les procédures d'accès doivent être considérablement simplifiées, avec des cycles de projet plus longs d'au moins trois à cinq ans afin de permettre un impact significatif et un apprentissage. Des programmes ciblés de renforcement des capacités en mobilisation des ressources, gestion financière et élaboration de projets devraient être proposés aux chercheurs, OSC et organisations agricoles à travers le Sénégal. Le mécanisme des Fonds pour le changement climatique des comtés (CCCF) du Kenya offre un modèle éprouvé et instructif sur la manière dont le financement climatique infranational peut être structuré afin d'atteindre et d'autonomiser efficacement les acteurs locaux.

Références

Tye, S., Mukasa, C., Kratzer, B., Businge, G., Wamalwa, R., Atieno, R., O'Connor, R., Trivedi, A., Cogger, T., C Elwell, N. (2023). Renforcer l'équité des sexes dans les processus d'adaptation menés localement en Afrique. Institut des ressources mondiales. <https://doi.org/10.46830/wriwp.21.00166>

Awoke, M., Löhr, K., Kimaro, A., Lana, M., Wenda, B., Buabeng, K., Hafner, J., C Sieber, S. (2025). Explorer les dynamiques de genre dans l'adoption d'une agriculture intelligente face au changement climatique : une étude à Dodoma, une zone semi-aride, Tanzanie. *Frontières des systèmes alimentaires durables*. <https://doi.org/10.3386/fsufs.2024.1507540>

Nuhu, M., C Matsui, K. (2022). Dimensions de genre des besoins d'adaptation au changement climatique pour les petits agriculteurs agricoles dans la région du Haut-Est du Ghana. *Durabilité*. <https://doi.org/10.3360/su141610432>

Acheampong, P., Yeboah, S., Adabah, R., Asibuo, J., Nchanji, E., Opoku, M., Toywa, J., C Lutomia, C. (2023). Perceptions et adaptations genrées au changement climatique au Ghana : quels facteurs influencent le choix d'une stratégie d'adaptation ? *Frontières des systèmes alimentaires durables*. <https://doi.org/10.3386/fsufs.2023.1061812>

Assan, E., Suvedi, M., Olabisi, L., C Allen, A. (2018). Faire face et s'adapter au changement climatique : une perspective de genre issue de l'agriculture de petits exploitants au Ghana. *Des environnements*. <https://doi.org/10.3360/environments5080086>

Autio, A., Johansson, T., Motaroki, L., Minoia, P., C. Pellikka, P. (2021). Contraintes à l'adoption de pratiques agricoles respectueuses du climat chez les petits exploitants agricoles du sud-est du Kenya. *Systèmes agricoles*. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103284>

Mnukwa, M., Mdoda, L., C Mudhara, M. (2025). Évaluation de l'adoption et de l'impact des pratiques agricoles intelligentes pour le climat sur les moyens de subsistance des petits producteurs de maïs en Afrique subsaharienne : une revue systématique. *Frontières des systèmes alimentaires durables*. <https://doi.org/10.3386/fsufs.2025.1543805>

Shackleton, S., Methner, N., Sibanda, D., Odoom, E., C Mutegi, R. (2025). Associer le développement humain et l'adaptation par le renforcement de la capacité d'adaptation

12 | Institutionnalisation d'une adaptation climatique équitable et menée localement : pourquoi le Sénégal a besoin d'une

et l'équité dans les projets d'adaptation au changement climatique. *Climat PLOS*.
<https://doi.org/10.1371/journal.pclm.0000667>

Belay, A., Oludhe, C., Mirzabaev, A., Recha, J., Berhane, Z., Osano, P., Demissie, T., Olaka, L., C Solomon, D. (2022). Connaissance du changement climatique et de l'adaptation par les petits exploitants : preuves du sud de l'Éthiopie. *Heliyon*, 8. <https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2022.e12086>

Sorgho, R., Quiñonez, C., Louis, V., Winkler, V., Dambach, P., Sauerborn, R., C Horstick, O. (2020). Politiques sur le changement climatique dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest : une revue systématique de l'adaptation axée sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17. <https://doi.org/10.3360/ijerph17238867>

Ogunyiola, A., Gardezi, M., C Vij, S. (2022). L'engagement des petits exploitants agricoles dans l'agriculture intelligente pour le climat en Afrique : rôle de la connaissance locale et de la mise à l'échelle. *Climate Policy*, 22, 411-426. <https://doi.org/10.1080/14663062.2021.2023451>

Résumés de la technopolitique ATPS Série¹

- Voies stratégiques pour transformer la recherche pour le développement en Afrique de l'Ouest et centrale ([ATPS Technopolicy Brief n° 102](#))
- Revitaliser le système d'extension du Nigeria pour une adaptation équitable et menée localement ([ATPS Technopolicy Brief n° 101](#))
- Tirer parti de l'Indice de mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national pour façonner la politique et la pratique climatiques en Afrique ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 100](#)).
- En vue de la création d'un Conseil national de recherche et d'innovation et d'un Fonds national de recherche et d'innovation au Nigeria ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 66](#)).
- Pistes Stratégiques Pour L'amélioration Du Financement De La Recherche Scientifique Et De L'innovation Au Sénégal ([ATPS TechnoPolicy Brief No. 68](#)).
- Renforcement De L'écosystème De Financement De La Recherche Scientifique Et De L'innovation En Cote d'Ivoire Pour Un Dével ([ATPS TechnoPolicy Brief No. 67](#)).
- Creation D'un Écosystème Solide De Financement De La Recherche Et De L'innovation Au Burkina Faso Renforcement De La Volon ([ATPS TechnoPolicy Brief No. 66](#)).
- Renforcer l'écosystème de recherche et d'innovation de Sierra Leone pour la transformation socio-économique ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 65](#)).
- Voies stratégiques pour renforcer le financement de la recherche et de l'innovation au Sénégal ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 64](#)).
- Impératifs politiques et institutionnels pour renforcer l'écosystème nigérian de financement de la recherche et de l'innovation ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 63](#)).
- Autonomiser la recherche et l'innovation du Ghana par un écosystème de financement durable ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 62](#)).
- Renforcer l'écosystème de financement de la recherche et de l'innovation de la Côte d'Ivoire pour un développement inclusif et durable ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 61](#)).
- Construire un écosystème solide de financement de la recherche et de l'innovation au Burkina Faso : renforcer la volonté politique et la gouvernance inclusive ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 60](#)).
- Promouvoir la littératie numérique chez les agriculteurs : libérer le potentiel de l'application mobile de détection des ravageurs agricoles et des maladies activée par l'intelligence artificielle ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 86](#)).
- Exploitation de l'intelligence artificielle, des données d'IA et d'observation de la Terre dans les systèmes d'alerte précoce pour le contrôle et la gestion des ravageurs au Kenya ([ATPS Technopolicy Brief n° 88](#)).
- Outil d'intelligence artificielle à mettre à l'échelle pour une irrigation durable au Malawi –Un cas de réseau de capteurs caméléon ([ATPS Technopolicy Brief n° 87](#)).

¹<https://atpsnet.org/technopolicy-briefs/>

- Exploiter l'intelligence artificielle pour une production durable et l'accès au marché du poivre jaune de Nsukka au Nigeria ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 86](#)).
- Réseaux météorologiques décentralisés et communautaires pour des services d'information météorologique et climatique hyperlocalisés au Kenya ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 85](#)).
- Participation Des Parties Prenantes À La Mise En Oeuvre Des Contributions Déterminées Au Niveau National (CDN) en Cote d'Ivoire ([ATPS Note D'orientation No. 84](#)).
- Renforcer l'action climatique au Zimbabwe : mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (NDC) ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 83](#)).
- Libérer le potentiel climatique de la Zambie : renforcer les rôles des parties prenantes dans la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (NDC) ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 82](#)).
- Autonomiser les communautés locales et accroître la sensibilisation du public à la mise en œuvre durable des NDC en Namibie ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 81](#)).
- Autonomiser les parties prenantes pour une mise en œuvre inclusive et durable des contributions déterminées au niveau national au Botswana ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 80](#)).
- S'unir pour un avenir durable : renforcer l'engagement des parties prenantes dans les objectifs climatiques de la Sierra Leone ([ATPS Technopolicy Brief n° 76](#)).
- Participation des parties prenantes à la mise en œuvre des meilleures pratiques, défis et opportunités des contributions nationales déterminées (NDC) du Nigeria ([ATPS Technopolicy Brief n° 78](#)).
- Participation des parties prenantes à la mise en œuvre des contributions nationales déterminées au Ghana (CDN) : questions et opportunités difficiles ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 77](#)).
- Participation des parties prenantes à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (NDC) en Côte d'Ivoire ([ATPS TechnoPolicy Brief n°76](#)).
- Action collaborative pour le climat pour le développement durable : le cas de la mise en œuvre des NDC en Ouganda ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 75](#)).
- Faire avancer les objectifs de contribution déterminée au niveau national (CDN) de la Tanzanie par un engagement inclusif des parties prenantes ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 74](#)).
- Renforcer la participation des parties prenantes à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (NDC) en Éthiopie ([ATPS Technopolicy Brief n° 73](#)).
- Ouvrir la voie à l'action climatique : le parcours du Kenya vers la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (NDC) ([ATPS Technopolicy Brief n° 72](#)).
- Quelle Est La Place De La Science, De La Technologie Et De L'innovation Dans L'emploi Des Jeunes Au Sénégal? ([ATPS TechnoPolicy Brief No. 71](#)).
- Utiliser la science, la technologie et l'innovation pour favoriser le développement des compétences, la création d'emplois et l'entrepreneuriat au Zimbabwe ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 70](#)).
- Favoriser l'avenir et les moyens de subsistance des jeunes en Ouganda grâce à la science, la technologie et l'innovation ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 66](#)).
- Quelle est la place de la science, de la technologie et de l'innovation dans l'emploi des jeunes au Sénégal ? ([Résumé de la Technopolitique ATPS n° 68](#)).
- Comprendre le paysage de la science, de la technologie et de l'innovation au Rwanda dans la création d'emplois pour les jeunes ([ATPS TechnoPolicy Brief n° 67](#)).



Le Réseau africain d'études sur les politiques technologiques (ATPS) est un réseau transdisciplinaire réunissant chercheurs, décideurs politiques, acteurs du secteur privé et représentants de la société civile. Il promeut la production, la diffusion, l'utilisation et la maîtrise des sciences, des technologies et des innovations (STI) au service du développement africain, de la durabilité environnementale et de l'inclusion mondiale. En collaboration avec des institutions partageant les mêmes valeurs, l'ATPS offre des plateformes de recherche et de partage des connaissances aux niveaux régional et international afin de renforcer les capacités de l'Afrique en matière de recherche, d'élaboration et de mise en œuvre de politiques relatives aux STI pour un développement durable.

Réseau d'études sur les politiques technologiques africaines (ATPS)
Contacter le directeur exécutif :
executivedirector@atpsnet.org
8e étage, Chancery Building,
Valley Road
B.P. 10081-00100 Nairobi Tél. :
+254 (020) 2714092 [https://
atpsnet.org/](https://atpsnet.org/)

Science, Technologie Et Innovation Au Service Du Développement

ISBN: 978-9966-124-05-0

